

# Communiqué de la Campagne BDS France suite aux propos de Macron au dîner du CRIF

Le 25 février 2019

Parmi les derniers événements en France dans la période actuelle, il y a eu le traditionnel dîner annuel du CRIF.

Dîner marqué par le non moins traditionnel discours du président de la République et aussi par l'inquiétude face à la multiplication récente d'actes antisémites.

Le président Macron ayant mis en cause les amis de la Palestine et le mouvement BDS, il nous appartient de réagir à ce titre, l'objectif du mouvement BDS étant uniquement de pratiquer les Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Réaffirmant que *« l'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme »*, et promettant de mieux lutter contre *« ceux qui cachent derrière le rejet d'Israël la négation même de l'existence d'Israël »* le président Macron a poursuivi en déclarant : *« De la même manière il n'y aura aucune complaisance à l'égard des pratiques de boycott et du BDS plusieurs fois condamnées en France et qui le seront à nouveau »*. Ce glissement et cet amalgame sont inacceptables.

En réalité la très grande majorité des plaintes contre des militant-e-s du BDS n'ont pas donné lieu à des condamnations : soit elles n'ont pas été instruites, soit elles se sont terminées par des relaxes ou des prescriptions.

Rappelons que la pratique du boycott est une forme fréquente de protestation contre des injustices et qu'elle a été pratiquée par des figures historiques telles Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela.

Elle relève de la liberté d'expression, ainsi que l'ont déclaré Frederica Mogherini, haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et de nombreux autres personnalités et organismes prestigieux.

Rappelons aussi que les autorités israéliennes usent de moyens particulièrement ignobles pour exclure le peuple palestinien de son pays : colonisation permanente, blocus de Gaza, stricte interdiction du droit au retour des réfugiés, répression criminelle de manifestant-e-s non violent-e-s, chantages à l'antisémitisme, promulgation récente d'une loi fondamentale à valeur constitutionnelle qui institutionnalise un régime d'apartheid à l'encontre de la population autochtone palestinienne ...

Cela n'est-il pas suffisant pour répondre à l'appel au BDS lancé par le peuple palestinien ?

Le BDS serait-il antisémite ? Nos actions et nos écrits le démentent chaque jour. L'appel au boycott cible strictement l'Etat d'Israël, ses institutions, ses représentants ainsi que les entreprises israéliennes ou non, pour leur complicité dans l'oppression des Palestiniens par Israël. Ancré dans les préceptes du droit international et des droits humains universels, le mouvement BDS rejette par principe le boycott d'individus fondé sur leur identité (comme la citoyenneté, la race, le genre ou la religion).

Rappelons notre [charte](#) ainsi que le [communiqué du 7 mars 2017](#)

## du Comité national palestinien du

### BDS.

De plus, de nombreux Juifs ou associations juives attachés à la justice et à la libération des peuples colonisés ont rallié le BDS : ainsi Jewish Voice for Peace (JVP) aux États-Unis, ou l'Union Juive Française pour la Paix en France (UJFP) en France.

Et ménager l'État d'Israël, qui prétend représenter les Juifs du monde entier, ne peut que conduire une partie de l'opinion publique internationale à considérer que cet État est dispensé de respecter le droit international et que les populations juives dans leur grande majorité soutiennent sa politique.

Le mouvement BDS est un mouvement international qui progresse et qui continuera à progresser malgré les menaces de gouvernements racistes et xénophobes tels que ceux d'Israël, des États-Unis ou du Brésil et malgré la complicité de gouvernements tels que le nôtre.

Ici même nous poursuivons les mobilisations : contre la tenue de l'Eurovision 2019 à Tel Aviv, contre la société AXA complice de graves violations du droit international par Israël, etc

Le président Macron a terminé son discours par cette phrase : *Nous n'effacerons pas le mal de notre société, ni par une loi, ni par un discours, ni par un acte ; mais nous devons être, tous ensemble, les combattants de cet Outrenoir, de ces lignes de force, de ce courage inlassable, de cette forme d'humanité et d'intelligence que nous devons donner, même au noir qu'il y a dans notre société, parce qu'il est là ; mais nous tiendrons, et à la fin, nous gagnerons.*

A cela nous répondons : *Nous n'effacerons pas la lutte anti-apartheid de notre société et la critique de la politique israélienne, ni par une loi, ni par un discours, ni par un acte ; mais nous devons être, tous ensemble, les combattants de cet engagement ; nous tiendrons, et à la fin, nous gagnerons.*

La Campagne BDS France

---

## **7ème week-end annuel de la Campagne BDS France à Lille**

Le 08/02/2019

Les 02 et 03 février 2019 s'est tenu le 7ème week-end annuel de la Campagne BDS France.

Dans le contexte actuel du renforcement de la politique coloniale, criminelle et d'apartheid israélienne, mais aussi de l'accroissement des victoires de la campagne internationale BDS, des militant-e-s de plus d'une quinzaine de villes se sont réuni-e-s à Lille.

Ils ont été chaleureusement accueillis par l'AFPS 59-62 et l'UD CGT du Nord dans les locaux CGT de la Bourse du travail.

Il a pu être acté collectivement lors de ce week-end l'échec de la saison de propagande « France-Israël » en 2018, contre laquelle de nombreux groupes BDS partout en France s'étaient mobilisés.

En 2019, une mobilisation se poursuit contre l'Eurovision 2019

en Israël, dans le cadre d'une campagne internationale.

Lors du week-end, une action BDS a d'ailleurs eu lieu devant le siège local de France Télévisions à Lille.

Avec une banderole et des pancartes, les militant-e-s réunis lors de ce weekend ont chanté:

« Je boycotte, tu boycottes, nous boycottons l'Eurovision en Israël »



D'autres photos [ICI](#)

Parmi les autres cibles prioritaires de la Campagne BDS France, l'assureur et groupe bancaire AXA, qui investit dans 5 banques israéliennes et dans l'entreprise d'armement israéliennes Elbit Systems.

Alys Samson Estape, coordinatrice du BNC (direction palestinienne du BDS) en Europe a dénoncé lors du week-end la complicité d'AXA dans les violations du droit international en Palestine occupée, et a annoncé le lancement prochain d'une coalition européenne pour amener AXA à cesser ses investissements contraires à son « Code de déontologie professionnelle », qui exige le respect des principes directeurs du Pacte Mondial des Nations Unies.

L'un des grands défis de la Campagne BDS est celui d'un enracinement dans la jeunesse, qui sera stimulé notamment par l'organisation de la semaine internationale contre l'apartheid israélien à laquelle la Campagne BDS France participera à nouveau cette année dans plusieurs villes à partir du 20 mars prochain.

Le week-end a analysé les tentatives pour intimider, réprimer et salir le mouvement BDS. Les militant.e.s de BDS France sont déterminé.e.s à les exposer et à les dénoncer. Tout en gardant le cap sur l'essentiel : intensifier le mouvement BDS, en solidarité avec le peuple palestinien et pour mettre fin à l'impunité de l'État colonial d'Israël.

La Campagne BDS France

---

# **La Campagne BDS France sollicite votre soutien**

BDS France, le 31 décembre 2018

L'année 2018 se termine dans un climat de tensions et de dangers multiples, nationaux et internationaux, et les gens de bonne volonté sont sollicités pour de multiples bonnes causes.

Parmi ces situations la solidarité avec le peuple palestinien pour sa survie, la sauvegarde du droit international, la paix dans le monde et le vivre ensemble dans les pays marqués par des politiques et des courants racistes et xénophobes.

L'État d'Israël, soutenu par l'alliance, la complicité ou le silence des États-Unis et de la majorité des États européens, a renforcé en 2018 sa politique coloniale et la répression contre le peuple palestinien qu'il pousse au désespoir. Il a officialisé son régime d'apartheid par une loi à valeur constitutionnelle, et il continue de perpétrer des massacres contre les manifestant.e.s non violent.e.s à Gaza.

La meilleure façon de soutenir le peuple palestinien aujourd'hui est de s'engager dans la Campagne BDS (Boycott,

Désinvestissement, Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international). La Campagne BDS a été lancée en 2005 par la société civile palestinienne, et elle s'est développée en France à partir de début 2009, suite à un massacre à Gaza. L'opération « plomb durci » avait duré 22 jours, provoqué la mort de près de 1500 Palestiniens, causé près de 6000 blessés, et détruit plus de 4000 habitations, usines, entrepôts et écoles.

Depuis 10 ans, les citoyens qui soutiennent la Campagne BDS France ont remporté ou participé à de nombreuses victoires : la faillite d'Agrexco, société israélienne d'exportation de fruits et légumes, le retrait des sociétés Veolia et Orange d'Israël, les vœux de plusieurs conseils municipaux pour l'interdiction en France des produits des colonies israéliennes, mais aussi de nombreux autres succès, notamment concernant le boycott culturel, et dernièrement la mise en échec de la Saison croisée France-Israël 2018. En près de 15 ans dans le monde entier, les victoires s'accumulent, au point que des géants comme Airbnb ou HSBC préfèrent retirer leurs investissements israéliens les plus controversés plutôt que de subir l'opprobre internationale portée par la Campagne BDS.

Ces succès poussent le gouvernement israélien et ses représentants en France, dont le CRIF, à essayer de faire interdire le boycott d'Israël. Mais malgré toutes ces tentatives d'intimidations et des attaques calomnieuses, la campagne BDS se développe inexorablement, parce que la cause du peuple palestinien est juste, et parce qu'elle joue un rôle très important dans les mobilisations internationales contre les régimes et les courants politiques discriminatoires, racistes, nationalistes et xénophobes qui sévissent actuellement dans le monde.

En 2019 en France nous nous mobiliserons notamment contre la tenue de l'Eurovision 2019 en Israël, nous poursuivrons la mobilisation contre AXA qui se rend complice de l'oppression des Palestiniens, et nous continuerons à démasquer les

tentatives de délégitimation du mouvement BDS.

Toutes ces mobilisations nécessitent votre soutien, mais aussi des dépenses, pour l'édition de documents, mais aussi pour des frais de justice. C'est pourquoi nous vous invitons à aider au financement de la Campagne BDS France en faisant un chèque à l'ordre de

« Solidarité – Palestine » à l'adresse suivante :

**Solidarité Palestine**

**21 ter rue Voltaire**

**75011 Paris**

Nous vous invitons à faire circuler ce message autour de vous et vous en remercions, en vous souhaitant une bonne année 2019 et la libération de la Palestine !

---

**Protests increase against  
AXA, complicit in apartheid!  
National week of action in  
France, 10 to 15 December  
2018**

BDS France, SumOfUs  
19 December 2018

The week of action from 10 to 15 December was an important stage of this campaign.



BDS France activists had already demonstrated in fifteen cities on 10 February to demand that AXA stop investing in three Israeli banks that contribute to the colonisation of the West Bank and stop investing, through its subsidiary AB (AllianzBernstein) in Elbit Systems, it being one of the Israeli weapons companies most heavily involved in the criminal, illegal attacks on the Palestinian people.

Since then our demonstrations have continued, and we have been joined by the international movement SumOfUs, which launched the petition that obtained 140,000 signatures.

Together we protested on 25 April in Paris during the General Assembly of AXA shareholders.

While investigating AXA's violation of its own ethics charter, we discovered that its complicity in Israeli apartheid is more extensive than we had stated back in February: it concerns not three but five banks, and AXA is in fact a direct investor in Elbit Systems.

Since February there have also been the Israeli army's massacres of non-violent demonstrators in Gaza taking part in the marches for the right of return (stipulated in UN Resolution 194), and the Israeli parliament's adoption of a law, with constitutional status, which legalised the apartheid regime.

It is in this context that we launched the national week of action, an initiative which had a large impact, with over 20 cities and towns\* in France taking part.

Dossiers about the complicity in violations of international law and human rights were delivered to numerous AXA agencies and our discussions with many agents showed that they are sensitive to the issue of the AXA group's investment policies; members of the public who talked to us were equally interested in the issue and signed the postcards/petition addressed to the AXA president; the AXA agents' trade union was also

informed of the situation.

We are still ready and willing to meet the AXA management, which persists in ignoring our letters.

Our demonstrations will continue and intensify until AXA abides by its ethics charter, which is based on the UN Global Compact which stipulates that companies must not be complicit in violations of international law and human rights!

\* including [Albertville](#) – Argenteuil – [Clermont-Ferrand](#) – [Grenoble](#) – Lille – [Lyon](#) – [Martigues/Marseille](#) – [Metz](#) – [Millau](#) – [Montargis](#) – [Montpellier](#) – [Nîmes](#) – Orléans – [Paris](#) – Rennes – [Saint-Étienne](#) – [Saint-Nazaire](#) – [Soissons](#) – [Strasbourg](#) – Toulouse

---

## **Semaine d'action nationale du 10 au 15 décembre : La mobilisation contre AXA complice de l'apartheid israélien se renforce !**

BDS France, SumOfUs, le 19 octobre 2018

Cette semaine s'est déroulée du 10 au 15 décembre et a été une étape importante.

Les militant-e-s de BDS France s'étaient déjà mobilisés le 10 février dans 15 villes pour exiger d'AXA de cesser d'être actionnaire dans trois banques israéliennes contribuant à la colonisation de la Cisjordanie et de participer par sa filiale AB (Allianz Bernstein) au capital d'Elbit Systems, qui est l'une des entreprises d'armement israéliennes les plus

impliquées dans les agressions criminelles et illégales contre le peuple palestinien.

Depuis lors notre mobilisation a continué.

Le mouvement international SumOfUs a rallié cette mobilisation et a lancé [la pétition](#) qui a recueilli 140 000 signatures.

Nous sommes intervenus le 25 avril lors de l'Assemblée Générale des actionnaires d'AXA.

Poursuivant notre enquête sur les violations de sa charte éthique, nous avons appris que la complicité d'AXA avec l'apartheid israélien est plus forte que ce que nous affirmions en février : elle concerne cinq banques et une participation également directe d'AXA au capital d'Elbit Systems.

Depuis février il y a eu aussi les massacres de l'armée israélienne contre les manifestant-e-s non violent-e-s de Gaza participant aux marches pour le droit au retour (inscrit dans la résolution 194 de l'ONU), et une loi à valeur constitutionnelle du 19 juillet du parlement israélien a officialisé le régime d'apartheid.

C'est dans ce contexte que nous avons lancé une semaine d'action nationale, du 10 au 15 décembre. Cette initiative a eu un impact important, près de 20 villes\* en France s'étant mobilisées.

Des dossiers sur les complicités de violations du droit international et des droits humains ont été remis à de nombreuses agences ; les discussions avec de nombreux Agents Généraux ont montré qu'ils sont sensibles à la politique d'investissement du groupe AXA ; le public rencontré s'est comme souvent montré sensible à la question et a voulu signer les cartes postales / pétitions au président d'AXA que nous propositions, le syndicat professionnel des agents d'AXA a été informé de la situation...

Nous sommes toujours disposé-e-s à rencontrer la direction d'AXA, qui persiste encore à ignorer nos courriers.

Notre mobilisation continuera et s'amplifiera jusqu'à ce qu'AXA se conforme à sa charte éthique, qui se base sur le Pacte Mondial des Nations Unies et prescrit clairement de ne pas se rendre complice des violations du droit international et des droits humains !

\*dont: [Albertville](#) – Argenteuil – [Clermont-Ferrand](#) – [Grenoble](#) – Lille – [Lyon](#) – [Martigues/Marseille](#) – [Metz](#) – [Millau](#) – [Montargis](#) – [Montpellier](#) – [Nîmes](#) – Orléans – [Paris](#) – Rennes – [Saint-Étienne](#) – [Saint-Nazaire](#) – [Soissons](#) – [Strasbourg](#) – Toulouse

---

## **Saison croisée France Israël : l'apartheid fait un bide!**

[English below]

La Campagne BDS France, le 1er décembre 2018

La Saison croisée France Israël devait être un grand événement en l'honneur de la coopération culturelle, scientifique, gastronomique, etc ... entre la France et Israël.

Ses promoteurs voulaient faire de cet événement une opération pour blanchir l'État d'Israël de ses crimes contre le peuple palestinien, de ses violations constantes du droit international et des droits humains universels. Ce que nous avons dénoncé, avec des dizaines d'artistes et de structures artistiques françaises.

Le but de cette saison était pour les autorités israéliennes (et françaises!) de façonner et d'imposer une « image » attractive, et conviviale : celle d'un État à la pointe du high tech, ouvert aux échanges, à la diversité culturelle, aux critiques et à des courants dissidents, et même respectueux des droits humains. Mais l'année 2018 restera comme celle du vote de la loi fondamentale de l'état-nation, qui donne à l'apartheid un statut constitutionnel et celle de massacres à Gaza contre des manifestant-e-s mobilisé-e-s pour le droit au retour – et dont beaucoup ont été délibérément estropiés par les tirs de l'armée israélienne.

BDS France est intervenue dès le premier évènement labellisé « Saison France Israël » : à l'Université de Lille 1, le 11 février dernier, et a dénoncé, avec le soutien de nombreux universitaires, l'exposition « Escale israélienne » qui a dû être annulée.

80 artistes dont Jean-Luc Godard ont déclaré qu'ils ne participeraient pas à la Saison France-Israël.

Puis les mobilisations contre les évènements programmés se sont poursuivies dans différentes villes dont (par ordre alphabétique) : Choisy-le-Roi, Lyon, Marseille, Montpellier, Paris, Perpignan, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

Le jour de l'inauguration officielle de la Saison croisée, alors que le Président Macron et le Premier ministre Netanyahu se rencontraient au Palais de la Découverte, notre manifestation sur les Champs Élysées a fait entendre la colère et le refus de cette opération.

Dans le registre de la prétendue ouverture d'Israël aux courants dissidents, plusieurs mobilisations ont démasqué le discours manipulateur d'Ohad Naharin, animateur de la Batsheva Dance Company, ainsi que [cet article dans le journal Politis](#) .

L'apothéose a été la représentation de cette troupe à la Maison de la danse à Lyon le 28 novembre dernier : des

militants sont intervenus sur scène avec des pancartes « On ne danse pas avec l'apartheid ! » et ont été applaudis par le public!

En parallèle une saison alternative présentant des événements de solidarité avec le peuple palestinien et intitulée « [2018 Le Temps de la Palestine](#) » a rallié un public important sans aucun soutien institutionnel. Plus de 5000 personnes et des centaines de groupes ont organisé plus de 1000 événements labellisés du nom de cette campagne dans plus de 100 villes et villages de France. ( voir aussi la page Facebook: [2018 – Le Temps de la Palestine](#)).

Maintenant, rideau ! : c'est l'heure des bilans ...

Beaucoup d'événements dans le cadre de cette Saison croisée ont eu peu d'audience. La préparation et les annonces de la Saison ont du se faire quasi clandestinement et toujours en dernière minute, tant les deux gouvernements associés craignaient les réactions de protestation.

[L'article de Piotr Smolar](#) dans Le Monde du 30 novembre rapporte la déception du gouvernement israélien.

Israël s'alarme de la faible résonance de la saison France Israël !

*« On espérait que la culture aurait un impact diplomatique. On a mis énormément d'argent dans cette opération pour zéro succès, en ce qui concerne l'image d'Israël en France et celle de la France ici »,* explique une source diplomatique.

Mais la société française ne marche pas dans la combine, et la propagande ne passe plus.

**Les défenseurs et les complices de l'apartheid israéliens sont de plus en plus isolés !**

**Notre solidarité avec le peuple palestinien dans le cadre de la campagne BDS en sort renforcée !**

**Et la prochaine étape, c'est la mobilisation contre la tenue de l'Eurovision 2019 en Israël ! ☐ ☐**

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) – [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

## **FRANCE-ISRAEL SEASON: WHAT A FLOP!**

BDS France Campaign, 1 December 2018

The six-month "France-Israel Season" was supposed to be a big celebration of cultural, scientific, gastronomic cooperation... between France and Israel.

Its promoters wanted to turn this series of events into a whitewashing operation, cleansing the State of Israel of its crimes against the Palestinian people, its constant violations of international law and universal human rights; an operation denounced by us along with dozens of French artists.

For the Israeli (and French) authorities, the aim of this "season" was to fabricate an attractive, convivial image of a State at the cutting edge of high tech, open to exchanges and cultural diversity, open to criticism and dissident movements, and even respectful of human rights. But 2018 will for ever remain as the year of the "nation state" law, giving apartheid a constitutional status, the year when Palestinians in Gaza demonstrating for the right of return were massacred or deliberately maimed by the Israeli army.

The first "France-Israel Season" event announced was an exhibition entitled "Israeli Stopover" at the University of Lille. BDS France denounced it, with the support of numerous academics, and the exhibition was cancelled.

80 artists including Jean-Luc Godard publicly declared that they would not participate in the France-Israel Season.

Demonstrations against scheduled events took place in Choisy-le-Roi, Lyon, Marseille, Montpellier, Paris, Perpignan, Strasbourg and Toulouse.

On the day when President Macron and Prime Minister Netanyahu officially inaugurated the Season at the Palais de la Découverte in Paris, our demonstration on the Champs Elysées displayed the anger at and rejection of this operation.

In the context of the claimed openness of Israel to dissident views, the manipulative statements of Ohad Naharin, choreographer of the Batsheva Dance Company, were unmasked during several demonstrations, and by [this article in Politis](#).

The high point of the protests against the Batsheva troupe came during its performance in Lyon on 28 November, when activists got on to the stage, brandishing “Don’t dance with apartheid!” placards, and were applauded by the public.

Throughout 2018 an alternative “season” took place, a series of events tied to solidarity with the Palestinian people and entitled “[2018 Le Temps de la Palestine](#)”, which attracted a large public. More than 5,000 people and hundreds of groups organised over 1,000 events in more than 100 towns and villages in France (cf. Facebook page [2018 – Le Temps de la Palestine](#) ).

Now that the curtain has come down, it’s time to assess the results...□

Many of the events held in France as part of the France-Israel Season took place before a small audience. Preparations were carried out in a semi-clandestine manner and events were announced at the last minute, so much did the two governments fear public protests.

The Season is now over and Israel is dismayed that it did not have the desired effect.



[An article in Le Monde](#) of 30 November reports on the disappointment of the Israeli government

“We were hoping that culture would have a diplomatic impact. We put an enormous amount of money into this operation, which had zero success regarding Israel’s image in France, or that of France here”, explained an Israeli diplomatic source.

The French public didn’t fall for the ruse and the propaganda doesn’t work any more. The defenders and accomplices of Israeli apartheid are increasingly isolated, and our solidarity with the Palestinian people in the framework of the BDS campaign is stronger than ever.

The next step is mobilisation against the holding of Eurovision 2019 in Israel!

**BDS France Campaign**

**[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) – [campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)**

---

**COMMUNIQUÉ de BDS France :**  
**Solidarité avec les**  
**militants de BDS-France**

# Montpellier

COMMUNIQUÉ de BDS France :

## **Solidarité avec les militants de BDS-France Montpellier**

Le BNVCA (le soi-disant « Bureau National de Vigilance Contre l'antisémitisme ») vient de porter plainte contre 3 porte-paroles de BDS France Montpellier pour : « (...) avoir commis ou tenté de commettre l'infraction de discrimination selon l'article 225 du code pénal. ». Les faits incriminés sont relatifs à l'action de boycott du spectacle soutenu par le ministère de la culture israélien les 20 et 21 mars au théâtre Jean Vilar à La Paillade. Trois des porte-parole de BDS Montpellier, sont convoqués le 28 août à 9h au commissariat central pour audition.

Depuis début 2018, BDS 34 est verbalisé par la police municipale et/ou nationale là où il s'exprime pour informer la société civile de ce qui se passe en Palestine, y compris lors d'une manifestation déclarée en préfecture. Au total 12 PV ont été dressés au nom d'un des porte-parole de BDS France Montpellier. Trois d'entre eux ont été dressés pour atteinte à la tranquillité pour des actions menées de jour !

L'engagement de ces poursuites survient au moment où Israël vient d'adopter une « Loi fondamentale » qui consacre « Israël en tant qu'État national du peuple juif » et donc officialise l'apartheid à l'égard des Palestiniens d'Israël, supprime l'arabe comme seconde langue officielle, officialise Jérusalem capitale d'Israël, officialise le refus du retour des réfugiés palestiniens et promeut l'annexion par la colonisation juive au rang de « valeur nationale ». Israël se déclare ainsi officiellement comme État raciste doté d'un système d'apartheid contre l'ensemble du peuple palestinien.

Depuis plus d'un siècle et particulièrement depuis son expulsion massive en 1948 (la Nakba) le peuple palestinien

subit colonisation, expulsions, épuration ethnique, apartheid et répression sous de multiformes formes (massacres, assassinats, blocus ignoble de Gaza, emprisonnement massif, etc.). Face à l'inaction ou à la complicité des grandes puissances, le mouvement BDS initié par les Palestiniens est devenu une forme majeure de soutien non violent et antiraciste à la lutte pour le respect du droit international et des droits humains en Palestine. Son développement dans le monde entraîne des tentatives de répression et d'interdiction (notamment en France). La mobilisation des personnes, associations, partis et syndicats voués à la cause de la justice et de l'égalité voue ces tentatives à l'échec.

Il est plus que jamais nécessaire que partout en FRANCE la société civile manifeste son soutien au peuple palestinien et réponde à son appel au boycott désinvestissement et sanctions contre l'apartheid israélien.

**La campagne BDS France exprime toute sa solidarité au comité BDS France Montpellier dont la lutte s'inscrit dans cette démarche citoyenne, anti-raciste et non violente. Elle considère qu'au lieu de tenter de réprimer ou d'interdire l'expression du BDS et de céder aux pressions indignes du lobby pro-israélien, les autorités françaises doivent prendre fermement position contre les innombrables violations israéliennes et le racisme inscrit dans la loi qui caractérise ce régime. Elle considère que partout les comités BDS doivent se renforcer ou se constituer pour l'appel au boycott de cet État tant qu'il ne respectera pas le droit international et les droits humains.**

Paris, le 21 août 2018.

---

# Le CRIF et le porte parole de l'armée israélienne n'arrêteront pas le développement du mouvement BDS

Selon i24news, le président du Crif Francis Kalifat a révélé avoir remis un dossier complet au ministère de l'Intérieur pour demander l'interdiction du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) en France, lors d'une visite en Israël il y a quelques mois.

Nous n'avons pas pour habitude de commenter les gesticulations et les outrances du Crif, ambassadeur officieux de L'État colonial Israélien. Nous pouvons bien sûr une nouvelle fois contester ses mensonges mille fois répétés sur l'illégalité du Boycott d'Israël [1].

Nous dénonçons une nouvelle fois avec la plus grande force le soutien apporté à une armée criminelle par Francis Kalifat et la délégation officielle du CRIF au QG de l'armée israélienne [2]. Rappelons que c'est cette armée qui a été condamnée en juin dernier par l'Assemblée générale de l'O.N.U pour recours excessif, disproportionné et aveugle à la force [3], c'est cette même armée qui est mise en cause à la Cour Pénale Internationale (CPI) par de nombreuses plaintes.

Ces 120 pays qui ont voté la résolution de l'ONU sont sans doute aux yeux du Crif et d'Israël des pays antisémites, terroristes, influencés par le Hamas et par l'Iran ?

Combien de temps, certain.e.s de nos élu.e.s continueront-elles/ils à prendre aux sérieux ou à se laisser intimider par

un organisme qui soutient les crimes de guerre, s'oppose ici même à un vivre ensemble dans l'égalité et la justice et veut faire interdire un mouvement non-violent précisément engagé pour ces valeurs ?

Le mouvement BDS ne cesse de remporter d'importantes victoires, le CRIF et le porte parole de l'armée israélienne ne pourront arrêter son développement.

[1] Non, le boycott d'Israël n'est pas illégal en France

<http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2016/03/18/non-le-boycott-disrael-nest-pas-illegal-en-france/>

[2] Rencontre avec Ronen Manelis, Porte-parole de l'armée israélienne

<http://www.crif.org/fr/actualites/crif-delegation-rencontre-avec-ronen-manelis-porte-parole-de-larmee-israelienne>

[3] L'Assemblée générale adopte une résolution réclamant la protection des civils palestiniens à Gaza

<https://news.un.org/fr/story/2018/06/1016632>

---

**Salon de l'armement à  
Villepinte, « Saison croisée  
France-Israël »: Halte à la  
coopération militaire et**

# **sécuritaire et au blanchiment des crimes de l'État israélien !**

**Salon de l'armement à Villepinte, « Saison croisée France-Israël » :**

**Halte à la coopération militaire et sécuritaire et au blanchiment des crimes de l'État israélien!**

Fort du soutien du gouvernement Trump et de l'alliance, du silence ou des condamnations purement verbales de la plupart des États occidentaux et de certains États arabes, l'État d'Israël poursuit inlassablement sa politique coloniale et d'apartheid et sa répression systématique des Palestiniennes et des Palestiniens résistants pour leurs droits fondamentaux.

Depuis le 30 mars, l'armée israélienne a tué plus de 120 personnes et mutilé ou blessé plus de 13 000 manifestants non violents qui dans les Marches du retour à Gaza ont voulu se mobiliser pour un droit reconnu par la résolution 194 de l'ONU : le droit au retour des réfugiés, 750 000 Palestiniennes et des Palestiniens ayant été expulsés de leur terres lors de la « Naqba » provoquée par la création de l'État d'Israël en 1948.

Quiconque est sensible à cette situation, aux droits des peuples et à la justice, ne peut que se révolter contre deux événements : d'une part une forte représentation d'Israël au Salon Eurosatory, grande foire internationale aux armements qui aura lieu des 11 au 15 juin prochains en région parisienne à Villepinte, et d'autre part la poursuite de la « Saison croisée France-Israël 2018 », qui au prétexte de promouvoir les échanges culturels, scientifiques, économiques ... entre les deux pays est en réalité destinée à blanchir les crimes de l'État israélien.

Au salon Eurosatory, l'argument de ventes sera que les armes israéliennes sont efficaces parce qu'elles ont été testées contre les Palestiniens. Ainsi elles pourront servir à réprimer les mouvements populaires dans les pays occidentaux, de nombreux dirigeants considérant Israël comme un modèle pour les politiques sécuritaires.

Quant à la Saison croisée France-Israël, elle traduit la volonté hypocrite de se servir de la culture et autres coopérations pas directement militaires dans l'espoir de redorer l'image d'Israël et de normaliser les relations interétatiques. Mais l'opinion publique est de moins en moins dupe !

La Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international), campagne inspirée par le boycott qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, appelle à la fois :

1) à exiger l'embargo sur le commerce d'armes avec Israël (*demandé par de nombreuses associations dont Amnesty International*) et à faire cesser la complicité de certaines entreprises françaises avec les lobbys militaires israéliens et

2) à s'opposer à la normalisation des rapports institutionnels entre la France et Israël à travers la Saison croisée France-Israël.

C'est pourquoi nous vous invitons à :

Ø protester contre la tenue du salon Eurosatory où seront présentes les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité, notamment Elbit Systems, qui teste ses armes sur les Palestiniens,

Ø rallier la mobilisation pour que le groupe AXA mette fin à sa coopération avec des banques israéliennes impliquées dans

la colonisation et que sa filiale AB se désinvestisse totalement d'Elbit Systems

Ø faire pression sur le groupe Hewlett Packard (HP) pour mettre un terme à sa fourniture de technologies vitales au système des checkpoints israéliens, à l'armée israélienne et aux cartes d'identité biométriques permettant le contrôle de la population palestinienne,

Ø exiger l'annulation des événements labellisés « Saison croisée France-Israël »

**Nous nous inscrivons aussi dans la campagne « 2018 Le Temps de la Palestine »,**

**qui promeut la résistance palestinienne**

**HALTE A LA POLITIQUE CRIMINELLE DE L'ÉTAT ISRAÉLIEN !**

**SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !**

**EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL !**

**BOYCOTT DE LA SAISON CROISÉE FRANCE-ISRAËL !**

**LA CAMPAGNE BDS REMPORTE DE NOMBREUSES VICTOIRES : RENFORÇONS LA !**

---

**Edouard Philippe annule sa  
visite en Israël. Nous**



# demandons toujours l'annulation de la « saison France-Israël »

Paris le 23 mai 2018 – Il y a quelques heures est tombée la [nouvelle de l'annulation de la visite du Premier Ministre Édouard Philippe en Israël](#). Même s'il serait prématuré de parler de victoire alors que le projet de la « saison France-Israël 2018 » semble rester d'actualité, cette information montre combien la pression citoyenne est payante. Car sans les nombreuses actions entreprises ces derniers jours par nous tous, citoyennes et citoyens révoltés par l'injustice dont souffrent les Palestiniens, nous n'aurions sans doute jamais atteint ce premier résultat. Citons :

- la tribune des artistes « [Contre la saison France-Israël](#) » publiée dans Médiapart et signée entre autres par le metteur en scène Jean-Luc Godard et le dessinateur Tardi ;
- la mobilisation pour répondre à [l'enquête du Journal du Dimanche](#), qui a révélé une forte majorité de citoyennes et de citoyens français en faveur du rappel immédiat de notre ambassadeur à Tel-Aviv ;
- la [pétition](#) contre la tenue de la « saison France-Israël 2018 », lancée par un certain nombre de personnalités, dont plusieurs universitaires français de renom, qui a réuni en moins de trois jours plus de 11 000 signataires (à signer et à partager [largement](#) : <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>) ;
- les manifestations de solidarité qui ont rassemblé de nombreuses personnes dans plusieurs villes de France.

Même s'il y a aujourd'hui un petit motif de satisfaction, tout reste à faire dans les prochains jours. La « [saison France-Israël 2018](#) » n'est pas annulée pour l'instant et l'inauguration de l'événement est prévue au Grand Palais, le 6 juin prochain, en présence de M. Netanyahu.

Restons donc mobilisés pour qu'aucun de ces événements n'ait lieu : ni la collaboration d'État à État avec Israël tant que durera l'oppression du peuple palestinien, ni la réception officielle à Paris, au nom de la République française, du responsable des massacres de Gaza.

### Notes pour les éditeurs :

✘ Pétition « [Nous demandons l'annulation de la saison France-Israël](http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr) » lancée le 21 mai 2018 à 18h sur <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

✘ Pétition des artistes « [Contre la saison France-Israël](#) » publiée sur Médiapart le 4 mai 2018

### Contact presse :

AURDIP : [contact@aurdip.fr](mailto:contact@aurdip.fr) ; <http://www.aurdip.org/>

BDS-France : [Campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:Campagnebdsfrance@yahoo.fr) ;  
<https://www.bdsfrance.org/>

---

# Communiqué « La saison France-Israël est contestée »

En moins de 24 heures, une pétition lancée par un groupe de personnalités – dont plusieurs grands noms de l'université, du monde intellectuel et des arts – a recueilli plus de 5000 signatures. À l'heure qu'il est, celles-ci ne cessent d'affluer, laissant escompter une mobilisation jamais atteinte en faveur des Palestiniens.

Les pétitionnaires demandent à M. Emmanuel Macron, Président de la République, l'annulation de la « saison France-Israël 2018 » qui devrait débiter au mois de juin. Cette « saison »

prévoyait de resserrer les liens entre la France et Israël dans tous les domaines de la recherche, de l'économie, de la vie sociale et des arts, et se proposait en particulier de débattre d'«éducation» et d'«idées». Un projet qui, dans le contexte du récent massacre à Gaza, a paru particulièrement malvenu aux signataires – mais aussi à de larges pans de l'opinion publique française, comme en témoigne un récent sondage du JDD, faisant apparaître une nette majorité de Françaises et de Français en faveur du rappel de notre ambassadeur à Tel Aviv.

« Comment en effet », demandent les pétitionnaires, « pourrions-nous faire comme si de rien n'était? Comme si des dizaines de jeunes gens n'avaient pas été assassinés de manière préméditée? comme si des centaines de manifestants n'avaient pas été estropiés à vie? Comme si le ghetto de Gaza ne courait pas le risque d'être purement et simplement liquidé, avec la complicité, active ou passive, de la communauté internationale? ».

Le 4 mai dernier, le cinéaste français Jean-Luc Godard et des dizaines de personnalités du monde de la culture avaient déjà annoncé sur Mediapart leur soutien au mouvement de boycott de cette « saison ».

À quelques jours d'un projet de voyage du premier ministre Édouard Philippe en Israël – dont on ne sait toujours pas s'il sera annulé ou non –, le gouvernement français est plus que jamais à la croisée des chemins. Il lui faudra très vite choisir entre l'alignement inconditionnel sur l'axe Netanyahou-Trump, ou le respect des engagements internationaux de la France, demandé par une majorité sans cesse croissante de l'opinion publique. Et cette fois-ci, les belles paroles ne suffiront pas.

Notes pour les éditeurs:

– Pétition « [Nous demandons l'annulation de la saison France-Israël](#) » lancée le 21 mai 2018 à 18h sur <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

– Pétition des artistes « [Contre la saison France-Israël](#) » publiée sur Médiapart le 4 mai 2018

Contacts presse:

**BDS France:**

Campagnebdsfrance@yahoo.fr;

<https://www.bdsfrance.org/>

**AURDIP:**

contact@aurdip.fr;

<http://www.aurdip.org>

---

# Massacre à Gaza : Communiqué de la Campagne BDS France

Face aux massacres perpétrés contre les manifestants pacifiques à Gaza, d'importantes mobilisations de solidarité ont eu lieu et continuent dans le monde entier. BDS-France participe activement aux mobilisations en France, affirme sa solidarité avec les habitants de Gaza et appelle à intensifier la campagne palestinienne BDS

Le lundi 14 mai 2018 restera dans l'histoire comme une des grandes dates de massacres; tandis que des soldats israéliens assassinaient plus de 60 manifestant.e.s non armé.e.s de la bande de Gaza sous blocus, et en blessait plus de 2700, des dirigeants israéliens et américains faisaient honteusement la fête en transgressant le droit international par l'inauguration de l'ambassade US à Jérusalem.

Selon Amnesty international, qui rappelle sa demande d'embargo sur les armes envers Israël\*, ces homicides délibérés constituent probablement de nouveaux crimes de guerre.

Le même jour, Reporters sans frontières (RSF) saisissait la Cour pénale internationale (CPI) concernant une vingtaine de tirs directs de snipers israéliens vers des journalistes palestiniens. Médecin sans frontières s'alarme des nombreuses blessures « inhabituelles » et de munitions destinées à

mutiler. Le 17 mai un groupe de 560 Palestiniens habitants à Gaza, victimes des tirs israéliens lors des manifestations, agissant en leur nom personnel ou au nom d'un proche parent tué, ont adressé une plainte à Madame BENSOUDA, procureur de la CPI.

Ces massacres commis par Israël depuis le 30 avril, sont l'équivalent des pires massacres commis par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud vis à vis de manifestants désarmés.

Cependant l'État français n'a pris aucune mesure, et s'est une fois de plus contenté de « paroles ».

Le gouvernement français montre une nouvelle fois sa complicité et son soutien au régime israélien et prévoit de recevoir, Netanyahu le 5 juin puis Rivlin le 18 juin pour inaugurer une saison croisée France-Israël .

Nous ne l'accepterons pas.

La Campagne BDS France dénonce leur invitation sur le sol français.

Elle demande l'abandon pur et simple de la saison croisée France Israël et vous invite à signer et partager largement cette pétition pour son annulation : <http://annulationfranceisrael.wesign.it/fr>

Elle appelle tous les artistes et les structures culturelles françaises à dénoncer cette saison sanglante et à refuser d'y participer.

Elle appelle les universités à suspendre les contrats de coopération avec les universités israéliennes, toutes étroitement liées à l'industrie militaire

Elle appelle à renforcer partout les boycotts, les

désinvestissements et les sanctions et à intensifier cette campagne, à travers notamment l'appel pour un embargo militaire contre Israël :

La France doit imposer un embargo militaire immédiat contre le régime israélien d'apartheid.

Les massacres contre la grande Marche du Retour ne doivent pas rester impunis !

Solidarité avec le peuple palestinien !

Embargo militaire contre Israël !

Israël Apartheid, Boycott !

[Www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

[\\*https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/israel-a-quand-un-embargo-sur-les-armes](https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/israel-a-quand-un-embargo-sur-les-armes)

---

**David Lappartient et l'Union Cycliste Internationale (UCI) contribuent au « blanchiment » des crimes du**

# gouvernement israélien

*Qu'importe les Palestiniens assassinés, le droit international violé, l'éthique bafouée... pour le président français de l'UCI, David Lappartient, the Giro show must go on !*

Dans le cadre de ses efforts de propagande, en déboursant [une dizaine de millions d'euros](#), Israël a obtenu en septembre dernier l'organisation des 3 premières étapes du Giro D'Italia 2018 (Tour cycliste d'Italie, du 4 au 27 mai 2018). Dès l'annonce de cette attribution, une campagne internationale, **#RelocateTheRace** (#DéplacezLaCourse), a été initiée par la société civile palestinienne à travers la **PACBI**<sup>1</sup>, appelant la société italienne organisatrice de l'événement **RCS Sports**<sup>2</sup> ainsi que l'Union Cycliste Internationale (l'**UCI**, l'instance dirigeante du cyclisme mondial) à [déplacer cette course hors d'Israël](#), compte tenu des nombreuses violations israéliennes à l'égard du peuple palestinien.

**PACBI** estime notamment que cette course sert à « blanchir » par le sport les crimes passés et présents de l'état israélien, son occupation militaire et son système d'apartheid. Plus de cent-vingt organisations de défense des droits humains, syndicats, associations de tourisme éthique, groupes sportifs et confessionnels de plus de 20 pays ont également lancé [un appel international](#) pour exhorter le Giro d'Italia à relocaliser ces étapes hors d'Israël en raison des graves et croissantes violations du droit international et des droits humains des Palestinien·ne·s.

Alors que **RCS Sports** et la Direction du Giro ont ouvertement choisi [le camp de la complicité avec le régime d'apartheid israélien](#) lors de la présentation officielle en Novembre dernier, l'**UCI**, elle, est restée plutôt silencieuse. Son président, David Lappartient, ne s'était pas exprimé lors de la « polémique » autour de la mention Jérusalem-Ouest, par exemple. Il semblait en effet moins inquiet de voir la

compétition entachée par de graves accusations de complicité dans les crimes israéliens que par [la participation du coureur soupçonné de dopage Chris Froome](#).

Alors que la compétition doit débiter dans une quinzaine de jours, le site web [insidethegames.net](#) l'interroge lors d'un déplacement en Thaïlande. Dans cet article, L'appartient affirme que « l'UCI n'est pas impliquée », et n'aurait donc aucune responsabilité, dans l'attribution de ces étapes à Israël. Il légitime également cette décision en précisant que celle-ci avait été prise bien avant la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, mais aussi antérieurement aux événements, qu'il qualifie de « combat », actuellement en cours à Gaza. Donc tout va bien. Il admet tout de même qu'il existe un problème autour de l'appellation « Jérusalem/Jérusalem Ouest ». Néanmoins il reste optimiste et espère que le cyclisme sera un moyen de « promouvoir la paix à travers le sport, comme les Jeux Olympiques en Corée. » « Je pense que c'est la façon dont nous voulons voir l'événement. Avoir tous les pays tous ensemble au service du sport en Israël, c'est très bien. » déclare-t-il.

**La campagne BDS France tient à rectifier certains faits énoncés et à réagir à ces propos.**

1. Lorsque l'armée israélienne tire à balles réelles sur des manifestants palestiniens qui manifestent pacifiquement pour leurs droits fondamentaux, il ne s'agit pas de « combat » mais d'assassinats ciblés. 43 Palestiniens ont été tués, 5 300 blessés (dont près de 2000 grièvement) au cours d'une [répression violente](#) des rassemblements de la Grande Marche du Retour commencée le 30 mars. Ces manifestations doivent se poursuivre jusqu'au 15 mai prochain, Jour de commémoration de la Nakba, le nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, ayant abouti à l'établissement de l'État israélien. Pendant ce temps, le gouvernement israélien fête les 70 ans de cette création et c'est justement dans le cadre



de ces célébrations qu'il a tenu à organiser ces étapes du Giro d'Italie.

2. Par ailleurs, confondre la situation de tension entre états souverains comme les deux Corée, ayant chacun une armée, avec l'occupation et la colonisation de la Palestine où l'une des plus puissantes armées de la planète opprime une population civile désarmée, relève soit de l'ignorance soit de la malhonnêteté.

En tentant lamentablement de dédouaner l'**UCI** de toute responsabilité, de normaliser ce départ du Giro en Israël, et d'y voir un vecteur de paix illusoire dans un contexte particulièrement meurtrier à Gaza, David Lappartient fait preuve de cynisme et d'indécence. Il choisit ouvertement d'être du côté de l'État israélien, de « blanchir » ses crimes et de cautionner son apartheid.

Comme à l'époque de l'Afrique du Sud de l'apartheid, ce sont des sanctions contre l'État israélien qui pourront mettre fin à ses violations et contribuer à une paix juste et durable dans la région. **Dans le cadre sportif, cela doit passer par l'arrêt de toutes les compétitions sportives internationales en Israël qui permettent à cet État de bénéficier d'une image de marque et d'une reconnaissance internationales.**

[1](#) □ Campagne Palestinienne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël

[2](#) □ RCS Sport, filiale de RCS MediaGroup. est une société de sport et de médias organisant des compétitions sportives en Italie, en particulier des courses cyclistes. C'est une filiale de la RCS MediaGroup.

---

# Lundi 19 mars, procès devant le tribunal de Versailles, du droit d'appeler au boycott culturel d'Israël

Lundi 19 mars, procès devant le tribunal de Versailles, du droit d'appeler au boycott culturel d'Israël

Nous avons appris qu'Olivia Zemor, directrice de publication du site internet europalestine.com est convoquée devant le tribunal de Versailles le 19 mars 2018.

L'Union des communautés juives d'Ile de France accuserait le site de « provocation à la haine ou à la violence » et de « provocation à la discrimination nationale, raciale, religieuse », à cause d'une vidéo datant de 2011 qui appelait Vanessa Paradis et Johnny Depp à ne pas se produire en Israël. Cette action s'inscrivait dans la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS). Une campagne internationale spécifique avait été lancée et l'organisation israélienne « Boycott from Within », partie prenante avait publié [cette lettre](#). La campagne BDS-France avait également adressé une lettre à la chanteuse.

Rappelons que Vanessa Paradis, sensible aux arguments du Boycott culturel du pays de l'apartheid avait annulé son concert en Israël. De nombreux autres artistes l'ont précédée et suivie parmi lesquels on peut citer tout récemment la jeune chanteuse Lorde, mais aussi Cassandra Wilson, Annie Lenox, Lauryn Hill, Natacha Atlas, Aziza Brahim, Cat Power, Sinead O'Connor, Roger Waters, Elvis Costello, Brian Eno, Jason Moran, Richard Bona, Eddie Palmieri, Salif Keita, Jello Biafra, Massive Attack, U2, Gil Scott-Heron, John Berger, Alice Walker, Gillian Slovo, Naomi Klein, Susan Sarandon, Emma

Thompson, Danny Glover, Peter Brook, Jean-Luc Godard, Mira Nair, Ken Loach ou Mike Leigh.

Bien qu'ils perdent la plupart de ces procès, des groupes supporteurs inconditionnels de la politique d'Israël ont décidé de continuer à encombrer les tribunaux avec un seul but : insinuer que toute critique de l'État d'Israël serait de l'antisémitisme. Le but de cet acharnement juridique est toujours le même : faire taire toute critique à l'égard de la politique du gouvernement israélien.

Aujourd'hui le constat est accablant : Les Palestiniens subissent :

- la colonisation galopante en Cisjordanie
- l'épuration ethnique de Jérusalem
- le blocus inhumain des 2 millions de Palestiniens de Gaza
- la terrible répression du mouvement populaire palestinien et particulièrement des enfants
- l'emprisonnement massif comme arme d'oppression et de domination
- la discrimination pour les palestiniens d'Israël
- la privation du droit au retour dans leur pays pour les réfugiés de 1948 et de 1967.....

Les résolutions de l'ONU sont bafouées par les autorités israéliennes, et notre gouvernement au lieu d'agir pour les faire respecter, reste inerte et se contente de paroles laissant s'appliquer la « loi » du plus fort.

Le mouvement BDS prouve son efficacité par son essor et par :

- l'interdiction, décrétée par le gouvernement israélien contre 20 associations, d'entrer en Palestine,

- la dépense de millions de dollars pour tenter de le discréditer et le combattre,
- l'agitation dérisoire des supporters aveugles d'Israël en France.

Après le procès fait en janvier à Richard et BDS 57, l'acquittement d'Olivia Zemor est indispensable et le gouvernement français doit changer d'attitude.

**Devant l'inertie des États le boycott citoyen de l'État israélien est un droit (et un devoir) jusqu'à ce que celui-ci se conforme au droit international et aux droits humains !**

---

## **FIPA 2018 : mise au point sur un focus douteux**

Le Festival international de programmes audiovisuels (FIPA) a inscrit pour sa 31e édition à Biarritz un programme spécial intitulé « Focus Israël ».

Ce programme semble directement dicté par la Hasbara israélienne (ministère de la propagande). Il s'agit de montrer un Israël qui ressemble au pays ordinaire de tout un chacun, avec ses histoires d'amour, ses problèmes de voisinages, un pays normal en quelque sorte. Une programmation donc, dont le premier objectif est de masquer la politique brutale d'occupation, de colonisation et d'apartheid du régime israélien, et de donner une image démocratique et présentable de ce régime.

Une programmation qui témoigne en tous cas d'un immense mépris pour les Palestiniens, qui ne sont présentés (quand ils le sont) dans ce festival que comme des terroristes, à travers notamment la série israélienne « Fauda ». Une série dénoncée par le militant israélien Miko Peled comme faisant « [partie de la machine bien huilée des relations publiques d'Israël, qui sait comment transformer la brutalité israélienne en images sexy et héroïques.](#) »

Une tel point de vue, partisan de l'opresseur et éradicateur de l'opprimé, ne pouvait qu'entraîner la sélection scandaleuse du film « The Patriot » à la gloire d'un hacker terroriste franco-israélien, Gregory Chelli – dit Ulcan, [actuellement sous mandat d'arrêt pour violences ayant entraîné la mort, et qui a agressé de nombreux journalistes, militant-e-s](#) et personnalités.

Le programmateur du FIPA n'a même pas pris la peine d'adapter sa présentation du film, et il a repris celle de Doc Aviv, le festival du documentaire israélien qui présente Ulcan comme « un militant sioniste » en lutte « contre les têtes du mouvement antisémite français » sic ! Saisi par de nombreuses protestations de journalistes et de militants victimes de Ulcan, le FIPA a modifié en catastrophe son intitulé, mais persiste sur la qualification scandaleuse d'antisémites pour les militants de la solidarité internationale victimes de Ulcan. Tout cela sent terriblement l'influence directe de la Hasbara, et de ses relais.

Michel Mitrani, en créant le FIPA, avait déclaré que son travail avait consisté à « substituer l'image du monde au monde, par la métamorphose d'un regard toujours subjectif. » C'est aussi pour cela, ajoutait-il, « que j'ai aimé la télévision, par ce qu'elle pouvait ajouter et non dégrader ».

En ce qui concerne la dégradation, l'édition 2018 du FIPA restera sans aucun doute dans les annales des programmations de propagande. Avec ce focus sur un régime qui viole le droit

international et les droits humains, dans le plus grand silence de la communauté internationale.

La Campagne BDS France appelle tou-te-s les participant-e-s de ce festival à manifester leur désapprobation de cette section consacrée à blanchir l'apartheid, à retirer leur participation, et à assister au « Coup de projecteur sur la Palestine » qui sera donné le **vendredi 26 janvier 2018** à partir de 18h, dans la ville jumelle de Bayonne.

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

---

# **Annexion de Jérusalem, Netanyahou à Paris et Bruxelles : Trump/Netanyahou fauteurs de guerre, ça suffit !**

Trump décide de reconnaître Jérusalem comme capitale unifiée d'Israël et d'y transférer l'ambassade des Etats-Unis, et Netanyahou s'apprête à être accueilli à Paris puis à Bruxelles.

Ces deux événements nous révoltent. Ces deux personnages n'ont que faire du droit international, qui condamne l'annexion de Jérusalem par l'Etat d'Israël. Ils n'ont que faire des droits du peuple palestinien à son autodétermination et à vivre dignement comme tout autre peuple.

Ils cherchent au contraire à le faire capituler et à imposer leur monde guidé par leurs conceptions racistes, coloniales, militaristes, méprisantes à l'égard des opprimé-e-s.

Mais le peuple palestinien résiste. Nous soutenons sa résistance, son courage. Nous participons aux mobilisations pour la libération de ses prisonniers politiques, et notamment du franco-palestinien Salah Hamouri qui est une figure exemplaire pour le mouvement de solidarité ici.

Dans ce contexte, recevoir le criminel de guerre Netanyahu, que ce soit à Paris ou à Bruxelles, est indécent. C'est à la Cour internationale de Justice de La Haye qu'il mérite d'être reçu, pour y être condamné pour crimes de guerre.

Il appartient à l'Union européenne dont la France ne se contente pas de condamnations verbales et sans lendemain de la politique israélienne, mais d'imposer des sanctions et notamment la suspension de l'accord d'association avec Israël, qui conditionne les exonérations fiscales dont bénéficie cet Etat au respect des droits humains. Et que la France interdise l'importation des produits des colonies et le commerce d'armes avec Israël.

Les sempiternels « dialogues » et « processus de paix » ne respectant pas les droits fondamentaux du peuple palestinien, qu'il s'agisse des Palestiniens sous occupation ou blocus, des Palestiniens d'Israël et des réfugiés ou exilés, n'infléchiront pas la politique coloniale et d'apartheid des gouvernants israéliens.

Une aide essentielle que nous pouvons apporter au peuple est notre participation active à la Campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions, jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et respecte les droits humains).

Cette campagne, à l'image de celle qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, se développe,

remporte des victoires importantes, et effraie les dirigeants israéliens, qui tentent de la faire interdire.

Mais nous ne nous laissons pas intimider. Contre vents et marées nous continuons sans relâche notre engagement pour la libération du peuple palestinien, contre l'impunité d'Israël et pour nous opposer à ses alliés tels que Trump !

**Solidarité avec le peuple palestinien !**

**Ralliez la Campagne BDS France !**

---

# **FIFA hors jeu ! Quand la Fédération Internationale de Football cautionne la colonisation israélienne.**

**COMMUNIQUÉ :**

(Copie à la FFF, Fédération Française de Football)

Six clubs de football des colonies israéliennes installées dans les Territoires palestiniens occupés (TPO) participent officiellement à la Ligue de football israélienne, affiliée à la FIFA. De leur côté, les joueurs palestiniens sont victimes de harcèlement et sont parfois arrêtés quand ils essaient de passer de la Cisjordanie à Gaza ! Certains ont également été empêchés de se rendre à des tournois internationaux ! Ces faits sont connus et documentés, la suspension de la fédération israélienne de football avait même été à l'ordre du jour du congrès de Zurich en 2015.



Devant l'inertie de la FIFA, la fédération de football palestinienne et la société civile internationale réclament des sanctions vis à vis de la Fédération de football israélienne à travers la campagne « Carton rouge pour Israël ».

Dans le cadre du mouvement BDS international, nous étions intervenus le 5 mai dernier auprès de la Fédération Française de Football (FFF) (\*) pour qu'elle se prononce au congrès de la FIFA en faveur de sanctions.

Après deux années de manœuvres tactiques pour éluder et reporter le problème, la FIFA a scandaleusement refusé ce 27 octobre d'appliquer les sanctions recommandées par une commission internationale qui a pourtant planché sur le sujet pendant plus de deux ans. La fédération palestinienne a déclaré saisir le tribunal arbitral du sport.

Sous la pression et les intimidations du gouvernement israélien, la FIFA a cédé et cautionne ainsi la colonisation israélienne : La FIFA, ne respecte ni les résolutions de l'O.N.U, ni ses propres statuts, et elle se discrédite auprès des Palestiniens, de la société civile internationale et bien au delà.

Israël se comporte comme si seule importait la force, elle est un État d'exception qui piétine le droit.

Appuyée par les USA et l'Europe, tout semble permis à Israël ; sa fédération de football est même affiliée en Europe à l'UEFA, alors que la fédération palestinienne est elle normalement affiliée à la Confédération Asiatique de Football (AFC).

**La campagne BDS-France :**

**– s'oppose au droit du plus fort et exige le respect du droit**

**international**

- dénonce la décision de la FIFA et exige des sanctions vis à vis de la fédération israélienne
- demande à la Fédération Française de Football (FFF) de s'engager en ce sens

(\*)

<https://www.bdsfrance.org/action-bds-aujourd'hui-a-paris-devant-le-siege-de-la-fff-fifa-votez-le-carton-rouge-aux-colonies-israeliennes/>

<https://www.bdsfrance.org/la-fifa-tombe-le-masque-et-se-proclame-organisation-complice-en-accueillant-les-clubs-des-colonies-illegales-israel/>

<https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/Conflit-israelo-palestinien-la-fifa-refuse-de-s-en-meler/845760>

<https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/La-fifa-est-intimidee-par-israel-selon-la-federation-palestinienne/846365>

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20171028-clubs-foot-colonies-israel-fifa-botte-touche>

---

**Succès du 6ème week-end de formation et d'échange de la**

# Campagne BDS France

Les 14 et 15 octobre 2017, se tenait le 6ème week-end annuel de la Campagne BDS France.

Plus de 100 militant.e.s de toute la France se sont réunies à Saint-Étienne, de tous âges et de tous horizons géographiques et sociaux, dans l'objectif d'amplifier la campagne BDS – Boycott, Désinvestissement, Sanctions -.

Malgré un contexte international particulièrement difficile, notamment depuis l'arrivée de Trump au pouvoir aux USA, la campagne BDS continue à progresser dans le monde entier en s'inscrivant dans de nombreuses mobilisations, anticoloniales, antiracistes ou pour la défense des libertés individuelles.

En France, malgré les tentatives d'intimidation et la multiplicité des fronts de luttes, la campagne BDS a continué par ses initiatives à s'enraciner. Elle a développé des partenariats, avec d'autres collectifs, associations et organisations et s'est inscrite dans des mobilisations plus globales de solidarité et contre l'instauration d'un état d'urgence permanent.

En Palestine, la situation s'aggrave de façon alarmante, alors que l'ONU vient de publier une liste de 150 entreprises impliquées dans des relations d'affaires dans les colonies. Israël considère que BDS constitue une menace stratégique, et tente d'interdire, faire interdire ou discréditer BDS. Mais l'isolement d'Israël se poursuit, et récemment cet État et les États-Unis se sont retirés de l'UNESCO.

L'invitée du BNC en Europe, Ana Sanchez, a dénoncé l'alliance entre l'Union européenne et Israël en matière de sécurité, et a encouragé à développer des « Free Apartheid Zone » dans les entités territoriales, expérience réussie en Espagne.

En France même, des vœux pour le boycott ou l'interdiction des produits des colonies ont été votés dans plusieurs

mairies.

La campagne BDS France continuera à développer en 2017/2018 les campagnes de boycott des entreprises israéliennes, et de désinvestissement, notamment en direction d'HP et d'AXA, complices de la colonisation et de l'apartheid israéliens.

2018 a été annoncée comme l'année d'Israël en France. En réponse à cette opération de propagande, la campagne BDS s'engage à rappeler tout au long de l'année à venir ce qu'est l'État d'Israël en se mobilisant contre les opérations de promotion (« branding ») d'Israël mais aussi en soutenant les initiatives visant à mettre à l'honneur la culture palestinienne.

La Campagne BDS France salue la résistance populaire en Palestine, et apporte son entier soutien aux prisonniers politiques palestiniens dont Salah Hamouri et à Georges Ibrahim Abdallah.

**Pour la libération du peuple palestinien, pour mettre fin à l'impunité d'Israël, renforçons la Campagne BDS !**

La Campagne BDS France

---

**Communiqué de la Campagne BDS  
France suite aux déclarations**

# du ministre Bruno Le Maire à Tel Aviv

Malgré la politique coloniale d'Israël, malgré la condamnation d'Israël par le conseil de sécurité de l'ONU fin 2016, malgré les crimes de guerre israéliens à Gaza, comme si de rien n'était, le ministre de l'industrie **Bruno Le Maire**, en visite en Israël veut encore développer les échanges économiques avec le régime d'apartheid israélien.

La campagne BDS au contraire, développe l'idée de Boycott, de désinvestissement et de sanctions vis à vis d'Israël, tant que ce pays ne se conformera pas aux droits humains et au droit international !

Bruno Le Maire a déclaré sur I24 :

*Je crois que nos relations économiques peuvent être encore largement développées. Elles ne sont pas à la hauteur de l'amitié qui existe aujourd'hui entre la France et Israël »,*  
puis :

*« Nous pouvons et nous devons avoir des relations économiques plus étroites, en particulier dans le secteur des nouvelles technologies où Israël est un des leaders mondiaux »* et encore :

*« Moi je souhaite que des entreprises new-tech israéliennes viennent investir, s'installer aussi en France, aujourd'hui les liens ne sont pas suffisants ».*

Et pour en rajouter **Jacques BIOT** Président de l'École Polytechnique qui l'accompagnait s'est déclaré très « *en phase avec les universités israéliennes* », alors que les liens entre

l'armée, les industries de l'armement et les universités israéliennes sont bien connus.

On croit rêver, est-ce bien le même pays dont le ministère des affaires étrangères déclarait le 10/04/2017 : « *La France rappelle que la colonisation est illégale au regard du droit international, notamment à la résolution 2334 du conseil de sécurité des Nations unies. Elle appelle Israël à respecter ses obligations internationales.* » ?

<https://jerusalem.consulfrance.org/Annonce-d-une-nouvelle-colonie-israelienne-en-Cisjordanie>

La France a-t-elle reçu le dédommagement (les excuses et l'assurance que cela ne recommencera pas) comme elle l'a demandé pour les destructions d'une école, d'un jardin d'enfants qu'elle avait financés? <https://jerusalem.consulfrance.org/Destructions-de-structures-humanitaires-declarations-de-la-porte-parole-du-Quai>

Enfin peut-on vraiment parler « d'amitié » quand l'armée israélienne emprisonne sans charges un citoyen français, à savoir Salah Hamouri ?

Au delà de la duplicité de l'attitude du gouvernement, la Campagne BDS France s'oppose au développement des liens économiques avec Israël, appelle au développement de B.D.S. Dénonce la publicité faite, en permanence dans nos grands médias et reprise ici par le ministre, à l'État d'Israël en le présentant comme un exemple de technologie, masquant la réalité d'une société militariste au service de la colonisation et de l'oppression d'un peuple.

La Campagne BDS France

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

---

# **Embargo militaire: Soutien aux cinq militants britanniques !**

*Mise à jour du 3 décembre :*

*La Campagne BDS France se félicite de la relaxe le 23 novembre dernier de militant-e-s en Grande Bretagne qui avaient bloqués l'entreprise militaire israélienne « Elbit Systems » :*

*<https://www.theguardian.com/world/2017/nov/23/charges--dropped-protest-israeli-military-drones-factory-uk-uav-engines>*

*Cette relaxe renforce notre volonté de promouvoir l' embargo contre Israël Etat hors la loi internationale.*

---

**Soutien aux cinq militants britanniques qui risquent six ans de prison et 5400 euros d'amende pour une action non violente de boycott de l'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems. #StopArmingIsrael**

En juillet 2017 un groupe de militants ont engagé une action devant les portes de l'entreprise UAV Engine dans la ville de Shenstone, sous traitante d'Elbit Systems dans la fabrication de drones. L'entreprise a été arrêtée pendant 2 jours. Dans une déclaration, ils considèrent que l'activité de l'entreprise est illégale et plaideront donc non coupables.

[1]

La campagne BDS-France déclare son entière solidarité avec ces militants clairvoyants et courageux.

En effet :

– Depuis juillet 2011 le BNC (direction palestinienne) de BDS a appelé à un embargo militaire international immédiat et total vis à vis d'Israël pour la fin de l'usage criminel et illégal de la force contre le peuple palestinien, et pour faire pression sur Israël afin qu'il se conforme à ses obligations selon le droit international. [2]

– La firme Elbit Systems produit les drones utilisés dans les guerres et les agressions contre Gaza et le Liban, des bombes au phosphore blanc et des canons à sous-munitions destinés à l'armée israélienne, fournit les équipements pour les chars d'assaut israéliens Merkava. Elbit System est aussi le plus grand fournisseur d'outils informatiques de contrôle pour le « mur de l'apartheid » condamné par la cour internationale de justice. [3]

Comme l'ensemble du complexe militaro-industriel, Elbit System utilise l'argument commercial d'armes « testées sur le terrain », réduisant les Palestiniens à l'état de cobayes.

Pour notre part, campagne BDS-France,

– nous avons également engagé deux fois des actions victorieuses, pour que des drones israéliens d'Elbit System ne soient pas choisis par l'armée française [4], [5]

– nous participons à une campagne qui vise notamment le désinvestissement d'AXA d'Elbit Systems, via sa filiale AB qui a souscrit des actions dans capital d'Elbit Systems

– nous militons contre les financements de l'Union européenne reçus notamment par Elbit Systems dans le cadre des recherches Horizon 2020. [6]

**C'est pourquoi, solidaires des militants de Grande Bretagne, nous exigeons leur relaxe immédiate.**

[1] Information reprise du site <http://www.aljazeera.com/news/2017/08/uk-palestine-activists-face-prison-elbit-protest-170820092235141.html>

[2] <http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1063>



[3] <https://www.bdsfrance.org/informations-sur-elbit-systems/> et <https://whoprofits.org/company/elbit-systems>

[4] <https://www.bdsfrance.org/le-drone-watchkeeper-delbit-system-est-ecarte-par-larmee-francaise/>

[5] Le drone israélien Skylark d'Elbit Systems n'a pas été choisi par l'armée française <http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1072>

[6] <http://www.eccpalestine.org/fact-sheet-dual-use-technology-how-europe-funds-israeli-military-companies-trough-horizon-2020/>

Traduit [ici](http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1031) ; <http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article1031>